



PRÉFET DE L'OISE

Direction départementale  
des territoires

Beauvais, le 22 juillet 2020

Direction



Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport de manquement administratif, formalisant les constatations de mes services suite à un contrôle effectué le 24 février 2020 sur la station d'épuration de la commune d'Esquennoy.

Les deux relances réalisées le 6 novembre 2012 et le 15 janvier 2015, effectuées par courrier, sont restées sans réponse.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement et à la date de notification du présent courrier, vous disposez d'un délai préférentiel de 15 jours pour faire valoir toute observation écrite relative aux constatations mentionnées dans ce rapport. Vous pouvez vous faire assister par le conseil de votre choix.

Je vous informe que des délais pour réaliser cet entretien conditionnent la possibilité d'un nouveau contrôle. Si celui-ci révèle l'absence d'une mise en conformité, vous vous exposerez à une mise en demeure de vous conformer à vos obligations et de cesser tout comportement illicite.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement.

Dans l'attente de vos observations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le directeur départemental adjoint des territoires,

Florian LEWIS

Monsieur le Maire  
6 Place de la Mairie  
60120 ESQUENNOY

## Rapport en manquement administratif

Beauvais, le 15/07/2020

### **Direction départementale des Territoires**

Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt  
Bureau Politique et Police de l'Eau

Adresse du contrôle : Commune d'Esquennoy  
Parcelle AB 250  
Visite du bassin de collecte des eaux usées et des eaux pluviales

Affaire suivie par : Benoit BATALLER  
benoit.bataller@oise.gouv.fr  
Téléphone : 03 60 36 52 88 – Télécopie : 03 44 06 50 24

Vu le Code de l'environnement, en particulier l'article L. 171-6, L 214-1 à 6 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois-Picardie en vigueur ;

Vu le schéma d'Aménagement et de gestion Somme aval et Cours d'eau côtiers en vigueur ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 21 juillet 2015 relatif à la rubrique 2.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau relative aux stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales;

Considérant les courriers du 6 novembre 2012 et du 15 janvier 2015 relatifs à la conformité du système de traitement de la station d'épuration d'Esquennoy restés sans réponse,

### **Nous soussignés :**

**Je, soussigné, M BATALLER Benoît**, affecté à des missions de contrôle au Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise, déclare m'être transporté le 24 février 2020, sur la parcelle AB 250 sur la commune d'Esquennoy. Cette visite intervient suite au lancement des études pour réhabiliter la station d'épuration d'Esquennoy et aux courriers des 6 novembre 2012 et 15 janvier 2015.

Je suis reçu par Monsieur EVRARD, maire de la commune d'Esquennoy, par Monsieur GERMAIN, 1<sup>er</sup> adjoint au maire et par Madame ROY, assistante maîtrise d'œuvre.

### **Accès aux lieux et état des lieux à l'arrivée :**

Le 24 février 2020, nous accédons aux lieux accueillant les eaux usées et les eaux pluviales du lotissement. Ce site est en accès clôturé et nécessite la présence du propriétaire ou d'un salarié.

### **Constatations :**

Sur place, je constate que le système d'assainissement n'est plus présent sur site mais que les réseaux unitaires (eaux usées et eaux pluviales) sont toujours présents et sont dans un mauvais état.

Les deux bassins font office de collecteur d'eau (pluviales usées) et d'infiltration. Il n'y a pas de pré-traitement, ni de traitement.

Les bassins ne sont pas entretenus (végétation dans les bassins, boues,...).

L'historique de l'unité de traitement des eaux usées et des bassins est le suivant :

- dans les années 90, un premier bassin et une unité de traitement des eaux usées sont réalisés sans dépôt de dossier. Ces derniers ont pour but de traiter et d'infiltrer les eaux usées et pluviales du lotissement adjacent (56 logements raccordés) ;
- dans les années 2000, un deuxième bassin est construit toujours sans dépôt de dossier ;
- au fil du temps, les bassins s'agrandissent en fonction des besoins de la population ;
- peu après cet aménagement, l'unité de traitement des eaux usées est démolie sans remplacement, mais les réseaux et les bassins sont conservés.

Le contrôle se termine à 11h15.

Nous laissons les locaux dans leur état initial.

### **Décisions**

Je considère que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

À la notification du rapport, le Maire devra engager des travaux pour construire une nouvelle unité de traitement des eaux usées, nettoyer les bassins (curage, tonte,...) et réaliser une inspection des réseaux d'eau.

Il sera dans l'obligation de déposer un planning et un dossier loi sur l'eau pour régularisation.

### **Signature et transmission**

Le présent rapport est transmis simultanément à l'intéressé, qui est invité à faire part de ses observations sous 15 jours.

Fait, clos et retranscrit, le 15 juillet 2020 à 9h30, à Beauvais

**Chargé d'étude en assainissement et eaux  
pluviales**

**Benoît BATALLER**

## DOSSIER PHOTOGRAPHIE

